

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mme France Cinq-Mars, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-28

Signature

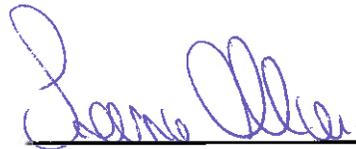


TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Trois-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la nouvelle norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2014 sont les suivantes :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

	Surévaluation/ (Sous-évaluation)
	En milliers de dollars
État consolidé de la situation financière	<u>2014</u>
Débiteurs et actifs financiers	(42 431)
Dette nette et excédent (déficit) accumulé	(42 431)
État consolidé des résultats	
Transferts et revenus	(609)
Excédent de l'exercice	(609)
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	(42 431)

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Trois-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur le fait que certaines informations financières incluses dans les présents états financiers n'ont pas été auditées. Le lecteur pourra référer aux deux tables des matières où celles-ci sont identifiées.

Aussi, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Trois-Rivières inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Comptabilisation des paiements de transfert

Tel qu'indiqué à la note 3 des états financiers consolidés, l'application de certains aspects de la nouvelle norme, notamment sur la notion d'autorisation et de comptabilisation des paiements de transfert, fait l'objet d'interprétations diverses au sein de la profession comptable. Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a donc convenu d'examiner ces aspects et de mandater un sous-comité qui devra lui formuler des recommandations.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom du cabinet : *Mallette SENCRÉ*

Signature de l'associé : *Claude Lacombe CPA, CA*

Nom de l'associé : Claude Lacombe, CPA auditeur CA, permis d'auditeur #A111750

Trois-Rivières (Canada)

DATE 2015-04-28

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Trois-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la nouvelle norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2014 sont les suivantes :

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

	Surévaluation/ (Sous-évaluation) En milliers de dollars
État consolidé de la situation financière	<u>2014</u>
Débiteurs et actifs financiers	(42 431)
Dette nette et excédent (déficit) accumulé	(42 431)
État consolidé des résultats	
Transferts et revenus	(609)
Excédent de l'exercice	(609)
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	(42 431)

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Trois-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention des lecteurs sur le fait que certaines informations financières incluses dans les présents états financiers n'ont pas été auditées. Le lecteur pourra référer aux deux tables des matières où celles-ci sont identifiées.

Aussi, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Trois-Rivières inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Comptabilisation des paiements de transfert

Une version révisée de la norme portant sur la comptabilisation des paiements de transfert est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. Le fondement de mon opinion avec réserve exprimée ci-dessus découle de mon interprétation de cette nouvelle norme.

La nouvelle norme maintient le principe qu'un paiement de transfert doit être constaté à titre de revenu ou de charge lorsqu'il est autorisé et que les critères d'admissibilité sont atteints. Elle précise cependant le critère d'autorisation pour le bénéficiaire en le mettant en lien avec l'autorisation du côté du cédant, d'où la divergence d'interprétation concernant les paiements de transfert à recevoir. Je considère que les représentants des gouvernements, tout comme ceux de la Ville, sont habilités à négocier et à conclure des ententes valides et que, par conséquent, l'autorisation d'un paiement de transfert survient lorsqu'un représentant habilité signe une entente et informe par écrit le bénéficiaire de sa décision d'effectuer un transfert. Ces faits établissent, selon moi, qu'il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus ou versés.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Signature de la vérificatrice générale :

Andrée Cossette CPA auditrice, CA

Nom de la vérificatrice générale : Andrée Cossette, CPA auditrice CA

Trois-Rivières (Canada)

DATE 2015-04-28

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	173 602 125	178 740 804	181 087 793		180 785 401
Compensations tenant lieu de taxes	2	14 714 745	14 932 746	15 239 324		14 980 707
Quotes-parts	3					1 294 651
Transferts	4	23 528 296	14 541 573	19 015 694		23 806 630
Services rendus	5	14 308 672	13 715 924	14 082 444		26 224 171
Imposition de droits	6	7 268 798	5 694 500	9 554 706		9 554 706
Amendes et pénalités	7	5 365 094	5 701 500	5 459 035		5 459 035
Intérêts	8	3 585 018	2 765 000	3 656 360		3 933 951
Autres revenus	9	5 796 984	682 380	1 203 229		4 936 500
	10	248 169 732	236 774 427	249 298 585		270 975 752
Investissement						
Taxes	11	13 252	11 112 400			
Quotes-parts	12					
Transferts	13	11 983 049	42 275 400	16 260 394		19 938 800
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	10 145 495	13 461 000	13 764 413		13 764 413
Autres	15	43 276	1 116 000	33 900		145 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					41 961
	17	22 185 072	67 964 800	30 058 707		33 890 174
	18	270 354 804	304 739 227	279 357 292		304 865 926
Charges						
Administration générale	19	25 897 823	26 599 405	26 164 622	1 271 025	27 435 647
Sécurité publique	20	38 412 684	39 654 709	38 289 140	1 583 076	39 872 216
Transport	21	35 980 694	35 765 789	35 396 204	12 457 251	58 145 641
Hygiène du milieu	22	28 625 327	29 661 069	27 605 963	14 036 765	46 799 530
Santé et bien-être	23	6 927 658	3 208 104	8 904 214		8 904 214
Aménagement, urbanisme et développement	24	14 970 025	13 344 682	13 002 190	757 971	14 111 625
Loisirs et culture	25	37 967 835	37 560 486	36 053 752	5 144 410	42 945 648
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	15 128 427	14 946 153	14 186 736		15 916 550
Amortissement des immobilisations	28	32 542 426	31 568 417	35 250 498	(35 250 498)	
	29	236 452 899	232 308 814	234 853 319		254 131 071
Excédent (déficit) de l'exercice	30	33 901 905	72 430 413	44 503 973		50 734 855

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	33 901 905	72 430 413	44 503 973	6 230 882	50 734 855	
Moins: revenus d'investissement	2	(22 185 072)	(67 964 800)	(30 058 707)	(3 831 467)	(33 890 174)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	11 716 833	4 465 613	14 445 266	2 399 415	16 844 681	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	32 542 426	31 568 417	35 250 498	4 621 499	39 871 997	
Produit de cession	5	73 455	410 000	477 190	192 720	669 910	
(Gain) perte sur cession	6	102 743	(410 000)	(21 356)	230 733	209 377	
Réduction de valeur / Reclassement	7	(75 269)		(3 684 656)		(3 684 656)	
	8	32 643 355	31 568 417	32 021 676	5 044 952	37 066 628	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	1 531 360		176 147	52 837	228 984	
Réduction de valeur / Reclassement	10	75 269		3 684 656		3 684 656	
	11	1 606 629		3 860 803	52 837	3 913 640	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12			31 160	76 383	107 543	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				166 014	166 014	
	15			31 160	242 397	273 557	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	2 553 845	1 200 000	664 641	59 626	724 267	
Remboursement de la dette à long terme	17	(35 995 611)	(34 950 945)	(34 923 000)	(5 971 103)	(40 894 103)	
	18	(33 441 766)	(33 750 945)	(34 258 359)	(5 911 477)	(40 169 836)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(4 083 982)	(110 000)	(2 043 145)	(398 428)	(2 441 573)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	3 930 000		90 000	408 402	498 402	
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 307 487	1 410 573	1 367 601	16 838	1 384 439	
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 097 584)	(2 732 263)	(1 437 938)	(38 960)	(1 476 898)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(6 572 494)	(851 395)	175 280	(158 753)	16 527	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(8 516 573)	(2 283 085)	(1 848 202)	(170 901)	(2 019 103)	
	26	(7 708 355)	(4 465 613)	(192 922)	(742 192)	(935 114)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 008 478		14 252 344	1 657 223	15 909 567	

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	22 185 072	67 964 800	30 058 707	3 831 467	33 890 174
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(775 639)	(1 641 833)	(879 324)	()	(879 324)
Sécurité publique	3	(2 646 227)	(2 472 449)	(1 540 254)	()	(1 540 254)
Transport	4	(19 996 102)	(36 363 966)	(21 823 043)	(4 950 327)	(26 773 370)
Hygiène du milieu	5	(23 057 473)	(45 860 669)	(23 976 309)	(334 928)	(24 311 237)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 138 244)	(1 536 600)	(834 587)	(215 166)	(1 049 753)
Loisirs et culture	8	(21 478 108)	(36 780 036)	(21 899 566)	(302 202)	(22 201 768)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(69 091 793)	(124 655 553)	(70 953 083)	(5 802 623)	(76 755 706)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(398 280)	(873 552)	(383 486)	()	(383 486)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	(15 137)	(15 137)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	30 615 172		30 894 500	2 776 082	33 670 582
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	4 083 982	110 000	2 043 145	398 428	2 441 573
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	770 000		2 583 000	7 217	2 590 217
Excédent de fonctionnement affecté	16	214 500		432 000	217 434	649 434
Réserves financières et fonds réservés	17	2 796 614		3 005 000		3 005 000
	18	7 865 096	110 000	8 063 145	623 079	8 686 224
	19	(31 009 805)	(125 419 105)	(32 378 924)	(2 418 599)	(34 797 523)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(8 824 733)	(57 454 305)	(2 320 217)	1 412 868	(907 349)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	33 901 905	72 430 413	44 503 973	6 230 882	50 734 855		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	69 091 793)	(124 655 553)	(70 953 083)	(5 802 623)	(76 755 706)		
Produit de cession	3	73 455	410 000	477 190	192 720	669 910		
Amortissement	4	32 542 426	31 568 417	35 250 498	4 621 499	39 871 997		
(Gain) perte sur cession	5	102 743	(410 000)	(21 356)	230 733	209 377		
Réduction de valeur / Reclassement	6	(75 269)		(3 684 656)		(3 684 656)		
	7	(36 448 438)	(93 087 136)	(38 931 407)	(757 671)	(39 689 078)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	1 555 405		(207 339)		(207 339)		
Variation des stocks de fournitures	9	78 685		382 819	41 868	424 687		
Variation des autres actifs non financiers	10	(181 737)		104 102	324 059	428 161		
	11	1 452 353		279 582	365 927	645 509		
	12	(1 094 180)	(20 656 723)	5 852 148	5 839 138	11 691 286		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 094 180)	(20 656 723)	5 852 148	5 839 138	11 691 286		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(285 373 370)		(322 472 891)	(53 126 863)	(375 599 754)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(36 005 341)		3 773 155	(54 862)	3 718 293		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(321 378 711)		(318 699 736)	(53 181 725)	(371 881 461)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(322 472 891)		(312 847 588)	(47 342 587)	(360 190 175)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	9 981 365	17 424 429	4 728 209	22 152 638
Placements temporaires	2	26 210 821	31 759 518	3 380 000	35 139 518
Débiteurs (note 5)	3	50 157 354	44 098 781	11 747 324	53 316 301
Prêts (note 6)	4	531 738	531 738	1 000	532 738
Placements à long terme (note 7)	5	233 333	202 173	2 252 326	2 454 499
Participations dans des entreprises municipales	6			256 683	256 683
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	87 114 611	94 016 639	22 365 542	113 852 377
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			2 908	2 908
Emprunts temporaires (note 10)	11	15 934 000	18 523 000	632 956	19 155 956
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	45 293 536	44 448 941	10 251 401	52 286 715
Revenus reportés (note 12)	13	2 456 644	2 713 628	4 020 441	6 617 892
Dette à long terme (note 13)	14	335 326 322	331 160 658	54 859 423	386 020 081
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	10 577 000	10 018 000	(59 000)	9 959 000
	16	409 587 502	406 864 227	69 708 129	474 042 552
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(322 472 891)	(312 847 588)	(47 342 587)	(360 190 175)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	737 636 215	776 538 357	74 488 153	851 026 510
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	21 852 582	18 375 265		18 375 265
Stocks de fournitures	20	2 980 373	2 597 554	417 258	3 014 812
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 232 469	1 128 367	308 215	1 436 582
	22	763 701 639	798 639 543	75 213 626	873 853 169
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	6 060 643	16 185 123	1 938 919	18 124 042
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	19 671 774	19 577 486	540 273	20 117 759
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(18 928 557)	(17 679 005)	(290 148)	(17 388 857)
Financement des investissements en cours	26	(13 332 386)	(17 346 188)	(626 408)	(17 972 596)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	447 757 274	485 054 539	25 728 107	510 782 646
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	441 228 748	485 791 955	27 871 039	513 662 994

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	33 901 905	44 503 973	6 230 882	50 734 855
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	32 542 426	35 250 498	4 621 499	39 871 997
Autres					
- (Gain) Perte sur cession	3	102 743	(21 356)	375 718	354 362
- Redressement et reclassement	4	(36 005 341)	(3 596 158)	(33 833)	(3 629 991)
	5	30 541 733	76 136 957	11 194 266	87 331 223
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	33 833 402	6 058 573	(6 393 812)	2 194 565
Autres actifs financiers	7	487 185		52 837	52 837
Créditeurs et charges à payer	8	4 144 559	(844 595)	2 451 526	(806 696)
Revenus reportés	9	(9 096 741)	256 984	1 766 422	1 907 229
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(710 000)	(559 000)	(59 000)	(618 000)
Propriétés destinées à la revente	11	1 480 136	3 477 317		3 477 317
Stocks de fournitures	12	78 685	382 819	41 868	424 687
Autres actifs non financiers	13	(181 737)	104 102	324 059	428 161
	14	60 577 222	85 013 157	9 378 166	94 391 323
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	69 091 793 ) (	70 953 083 ) (	5 802 623 ) (	76 755 706)
Produit de cession	16	73 455	477 190	192 720	669 910
	17	(69 018 338)	(70 475 893)	(5 609 903)	(76 085 796)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	15 137 ) (	15 137)
Remboursement ou cession	19			76 383	76 383
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21		31 160		31 160
	22		31 160	61 246	92 406
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	32 596 800	31 501 000	18 775 746	50 276 746
Remboursement de la dette à long terme	24 (	36 739 066 ) (	35 931 027 ) (	19 575 931 ) (	55 506 958)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 424 000	2 589 000	314 369	2 903 369
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	128 972	264 364	(125 590)	138 774
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(2 589 294)	(1 576 663)	(611 406)	(2 188 069)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(11 030 410)	12 991 761	3 218 103	16 209 864
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	47 222 596	36 192 186	4 887 198	41 079 384
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	36 192 186	49 183 947	8 105 301	57 289 248

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	69 314 288	71 409 683	70 431 878	14 545 352	84 897 230
Charges sociales	2	16 971 139	19 252 168	17 032 043	3 594 417	20 626 460
Biens et services	3	77 053 838	75 447 156	73 540 061	18 661 532	73 276 528
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	13 214 135	12 573 153	12 195 924		12 195 924
D'autres organismes municipaux	5				1 703 419	1 703 419
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 914 292	2 373 000	1 990 812	26 395	2 017 207
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	5 963 843	7 050 312	6 125 714		
Autres	10				265 234	265 234
Autres organismes	11	8 714 264	8 297 500	9 434 797	209 280	8 738 657
Amortissement des immobilisations	12	32 542 426	31 568 417	35 250 498	4 621 499	39 871 997
Autres						
-	13	10 764 674	4 337 425	8 851 592	1 721 263	10 538 415
-	14					
-	15					
	16	236 452 899	232 308 814	234 853 319	45 348 391	254 131 071

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	189 566 204	180 785 401	173 321 628
Compensations tenant lieu de taxes	2	14 690 818	14 980 707	14 478 015
Quotes-parts	3	1 310 469	1 294 651	
Transferts	4	60 071 021	43 745 430	41 513 455
Services rendus	5	26 686 661	26 224 171	26 861 162
Imposition de droits	6	5 694 500	9 554 706	7 268 798
Amendes et pénalités	7	5 701 500	5 459 035	5 365 094
Intérêts	8	2 807 100	3 933 951	3 891 736
Autres revenus	9	18 291 432	18 845 913	19 689 155
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		41 961	50 553
	11	324 819 705	304 865 926	292 439 596
Charges				
Administration générale	12	27 524 146	27 435 647	27 077 744
Sécurité publique	13	40 892 621	39 872 216	39 778 891
Transport	14	55 327 798	58 145 641	57 422 539
Hygiène du milieu	15	46 164 433	46 799 530	48 476 490
Santé et bien-être	16	3 208 104	8 904 214	6 927 658
Aménagement, urbanisme et développement	17	13 599 830	14 111 625	16 069 031
Loisirs et culture	18	41 904 261	42 945 648	43 353 923
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	16 891 465	15 916 550	17 195 766
	21	245 512 658	254 131 071	256 302 042
Excédent (déficit) de l'exercice	22	79 307 047	50 734 855	36 137 554
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		462 853 929	469 491 741
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		74 210	(42 775 366)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		462 928 139	426 716 375
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		513 662 994	462 853 929

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	79 307 047	50 734 855	36 137 554
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	76 755 706 ) (	74 302 405)
Produit de cession	3		669 910	986 000
Amortissement	4		39 871 997	36 904 744
(Gain) perte sur cession	5		209 377	282 116
Réduction de valeur / Reclassement	6		(3 684 656)	(75 269)
	7		(39 689 078)	(36 204 814)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(207 339)	1 608 242
Variation des stocks de fournitures	9		424 687	129 398
Variation des autres actifs non financiers	10		428 161	(431 005)
	11		645 509	1 306 635
	12	79 307 047	11 691 286	1 239 375
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	79 307 047	11 691 286	1 239 375
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(375 599 754)	(334 861 079)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		3 718 293	(41 978 050)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(371 881 461)	(376 839 129)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(360 190 175)	(375 599 754)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	22 152 638	15 008 728
Placements temporaires	2	35 139 518	26 340 821
Débiteurs (note 5)	3	53 316 301	55 510 866
Prêts (note 6)	4	532 738	532 738
Placements à long terme (note 7)	5	2 454 499	2 678 497
Participations dans des entreprises municipales	6	256 683	291 105
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		52 837
	9	113 852 377	100 415 592
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	2 908	270 165
Emprunts temporaires (note 10)	11	19 155 956	16 252 587
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	52 286 715	53 093 411
Revenus reportés (note 12)	13	6 617 892	4 710 663
Dette à long terme (note 13)	14	386 020 081	391 111 520
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	9 959 000	10 577 000
	16	474 042 552	476 015 346
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(360 190 175)	(375 599 754)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	851 026 510	811 296 859
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	18 375 265	21 852 582
Stocks de fournitures	20	3 014 812	3 439 499
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 436 582	1 864 743
	22	873 853 169	838 453 683
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	513 662 994	462 853 929

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	50 734 855	36 137 554
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	39 871 997	36 904 744
Autres			
- (Gain) Perte sur cession	3	354 362	392 410
- Redressement et reclassement	4	(3 629 991)	(41 959 606)
	5	87 331 223	31 475 102
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 194 565	39 646 941
Autres actifs financiers	7	52 837	487 185
Créditeurs et charges à payer	8	(806 696)	6 163 009
Revenus reportés	9	1 907 229	(9 609 523)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(618 000)	(710 000)
Propriétés destinées à la revente	11	3 477 317	1 480 136
Stocks de fournitures	12	424 687	129 398
Autres actifs non financiers	13	428 161	(431 005)
	14	94 391 323	68 631 243
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(76 755 706)	(74 302 405)
Produit de cession	16	669 910	986 000
	17	(76 085 796)	(73 316 405)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(15 137)	(220 625)
Remboursement ou cession	19	76 383	
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	31 160	
	22	92 406	(220 625)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	50 276 746	39 492 310
Remboursement de la dette à long terme	24	(55 506 958)	(45 356 463)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 903 369	(1 191 413)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	138 774	166 958
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(2 188 069)	(6 888 608)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	16 209 864	(11 794 395)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	41 079 384	52 873 779
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	57 289 248	41 079 384

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES, personne morale de droit public légalement constituée suivant la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) en vertu du décret 851-2001 pris par le gouvernement du Québec le 4 juillet 2001 et qui fut publié aux pages 4850 et suivantes de la Partie 2 de l'édition du 12 juillet 2001 de la Gazette officielle du Québec (133e année, no 28A), ayant son siège au 1325 de la place de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 368, à Trois-Rivières (Québec), G9A 5H3; succède aux droits, charges et obligations des anciennes Villes de Cap-de-la-Madeleine, Sainte-Marthe-du-Cap, Saint-Louis-de-France, Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest et de l'ancienne Municipalité de Pointe-du-Lac en vertu du premier alinéa de l'article 91 de ce décret.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la Ville de Trois-Rivières comprend les organismes suivants :

- Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie;
- Société de transport de Trois-Rivières;
- Corporation de développement culturel de Trois-Rivières;
- Comité organisateur des fêtes du 375ième anniversaire de Trois-Rivières inc.;
- Corporation pour le développement de l'île St-Quentin;
- Innovation et développement économique Trois-Rivières;
- Fondation Trois-Rivières pour un développement durable;
- Corporation de l'amphithéâtre de Trois-Rivières inc.

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers de la Ville ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public et comprennent l'ensemble des conventions comptables listées dans cette note.

Constation des revenus

Les montants relatifs à la taxation sont inscrits lors du dépôt du rôle de perception initial et lors de la réception des certificats d'évaluation transmis par l'évaluateur.

Les montants relatifs à l'imposition de droits sont inscrits à la réception de l'acte notarié authentifiant le transfert de propriété.

Les montants relatifs aux amendes et pénalités sont inscrits lors de la réception des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

rapports d'émission des constats.

Les montants relatifs aux services rendus par la Ville sont inscrits selon les termes prévus au contrat avec la tierce partie.

Les intérêts sont constatés mensuellement à la réception des états de compte de l'institution financière.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement succesif (FIFO).

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile respective, selon les périodes suivantes:

Infrastructures :	de 15 à 40 ans
Bâtiments :	de 10 à 40 ans
Véhicules :	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	de 3 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipements :	de 3 à 20 ans
Améliorations locatives :	15 ans
Autres :	de 1 à 5 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

S.O.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : valeur liée au marché (valeur lissée sur 3 ans pour le Régime de retraite de la Société de transport de Trois-Rivières et la valeur lissée sur 5 ans pour les autres régimes).

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. De plus, la Ville a choisi de ne pas reporter l'imposition de la taxation du coût de cette modification dans les exercices futurs. Ainsi, aucun montant ne sera affecté à la dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - . pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans.
 - . pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - . pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - . pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - . pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - . au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**PLACEMENTS TEMPORAIRES**

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

PLACEMENTS À LONG TERME

Le placement dans une société en commandite est comptabilisé au coût d'acquisition.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des revenus et des dépenses au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur.

FRAIS REPORTÉS LIÉS À LA DETTE LONG TERME

Les escomptes sur obligations sont amortis sur la durée du financement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2	8 335 103	8 215 790
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	12 445 154	17 256 086
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	16 573 934	20 318 008
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	9 595 679	5 706 460
Organismes municipaux	8	578 859	809 313
Autres			
- ville	9	11 051 131	9 197 503
- organismes	10	3 071 544	2 223 496
	11	53 316 301	55 510 866
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	10 110 246	8 740 688
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	942 261	1 057 452
	15	11 052 507	9 798 140
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	5 058 317	4 648 093
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	531 738	531 738
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- organismes contrôlés	19	1 000	1 000
-	20		
	21	532 738	532 738
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	2 454 499	2 678 497
Autres placements	23		
	24	2 454 499	2 678 497
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	310 000	(685 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(10 269 000)	(9 892 000)
	27	<u>(9 959 000)</u>	<u>(10 577 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	8 922 000	9 092 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	556 000	560 000
Régimes à cotisations déterminées	30	71 829	73 147
Autres régimes (REER et autres)	31	244 492	232 066
Régimes de retraite des élus municipaux	32	236 668	225 952
	33	<u>10 030 989</u>	<u>10 183 165</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		52 837
Autres	35		
	36		<u>52 837</u>

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville a effectué un emprunt temporaire de 18 523 000 \$ pour des dépenses en lien avec des règlements d'emprunt. Cet emprunt est effectif pour la période du 22 octobre 2014 au 30 janvier 2015 et porte intérêts au taux de 1,4170 % l'an.

Le solde des emprunts temporaires des organismes contrôlés est de 632 956 \$, pour un total consolidé de 19 155 956 \$.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	18 550 776	20 839 553
Salaires et avantages sociaux	38	14 678 502	15 903 426
Dépôts et retenues de garantie	39	10 995 022	8 770 253
Provision pour contestations d'évaluation	40	150 000	150 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	2 490 911	2 116 302
Autres			
- intérêts sur la dette l/t	42	2 683 863	2 942 699
- ville	43	1 384 228	1 037 105
- organismes	44	1 353 413	1 334 073
-	45		
-	46		
	47	<u>52 286 715</u>	<u>53 093 411</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	393 671	507 891
Transferts	49	2 193 335	1 446 016
Autres			
- ville	50	462 882	814 139
- organismes contrôlés	51	3 568 004	1 942 617
	52	6 617 892	4 710 663
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	5,00	2015	2039	53	382 590 400	385 707 721
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2015	2022	57	3 567 315	3 658 168
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,25		2030		59	66 432	68 778
Autres			2015	2017	60	2 903 104	4 922 796
					61	389 127 251	394 357 463
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(3 107 170)	(3 245 943)
					63	386 020 081	391 111 520

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>				
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2015	64	72	39 949 528	80	2 497	89	1 071 155	97	41 023 180
2016	65	73	40 731 453	81	2 658	90	911 521	98	41 645 632
2017	66	74	37 581 704	82	2 829	91	911 344	99	38 495 877
2018	67	75	35 144 228	83	3 011	92	50 549	100	35 197 788
2019	68	76	35 388 146	84	3 204	93	124 244	101	35 515 594
2020 et +	69	77	193 795 341	85	52 233	94	3 401 606	102	197 249 180
	70	78	382 590 400	86	66 432	95	6 470 419	103	389 127 251
Intérêts et frais accessoires				87				104	
	71	79	382 590 400	88	66 432	96	6 470 419	105	389 127 251

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (317 762 248)	(332 658 658)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107 (42 154 743)	(42 941 096)
Autres	108 (273 184)	
	109 (360 190 175)	(375 599 754)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	206 739 404	138	5 494 638	165		192	212 234 042
Eaux usées	111	286 487 650	139	7 592 730	166	(2 721 826)	193	296 802 206
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	255 361 640	140	14 115 471	167		194	269 477 111
Autres	113	192 739 481	141	7 848 934	168	(3 898 027)	195	204 486 442
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	175 033 841	143	3 564 314	170	111 318	197	178 486 837
Améliorations locatives	116	1 262 904	144		171	(4 617)	198	1 267 521
Véhicules	117	47 970 408	145	5 137 930	172	2 183 889	199	50 924 449
Ameublement et équipement de bureau	118	24 093 101	146	3 068 852	173	235 623	200	26 926 330
Machinerie, outillage et équipement divers	119	26 062 819	147	1 816 172	174	1 034 859	201	26 844 132
Terrains	120	20 011 989	148	520 318	175	(3 092 777)	202	23 625 084
Autres	121	8 091 051	149	511 129	176	(605)	203	8 602 785
	122	<u>1 243 854 288</u>	150	<u>49 670 488</u>	177	<u>(6 152 163)</u>	204	<u>1 299 676 939</u>
Immobilisations en cours	123	<u>73 863 756</u>	151	<u>27 085 218</u>	178	<u>7 701 710</u>	205	<u>93 247 264</u>
	124	<u>1 317 718 044</u>	152	<u>76 755 706</u>	179	<u>1 549 547</u>	206	<u>1 392 924 203</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	68 257 735	153	5 234 500	180	117	207	73 492 118
Eaux usées	126	130 192 147	154	7 261 165	181	38	208	137 453 274
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	117 054 829	155	8 389 031	182	22	209	125 443 838
Autres	128	67 900 621	156	6 598 050	183	2 703	210	74 495 968
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	63 410 103	158	4 335 454	185	(316)	212	67 745 873
Améliorations locatives	131	1 073 360	159	61 931	186	(5 919)	213	1 141 210
Véhicules	132	24 057 956	160	3 167 031	187	2 839 959	214	24 385 028
Ameublement et équipement de bureau	133	15 659 471	161	2 301 579	188	248 552	215	17 712 498
Machinerie, outillage et équipement divers	134	13 327 089	162	1 777 884	189	1 310 333	216	13 794 640
Autres	135	<u>5 487 874</u>	163	<u>745 372</u>	190		217	<u>6 233 246</u>
	136	<u>506 421 185</u>	164	<u>39 871 997</u>	191	<u>4 395 489</u>	218	<u>541 897 693</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>811 296 859</u>					219	<u>851 026 510</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	75 000	223		225		227	75 000
Amortissement cumulé	221	(31 800)	224	(8 640)	226		228	(40 440)
Valeur comptable nette	222	<u>43 200</u>					229	<u>34 560</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	6 552 382	10 051 481
Immeubles industriels municipaux	231	11 587 015	11 566 422
Autres	232	235 868	287 516
	233	18 375 265	21 905 419
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		52 837
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	18 375 265	21 852 582

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	610 360	643 349
Frais reportés			
- Ville de Trois-Rivières	237	518 007	589 120
- Organismes consolidés	238	308 215	632 274
	239	1 436 582	1 864 743

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 141 998 447 \$. Ces engagements concernent principalement le déneigement de rues, l'enfouissement, la cueillette et le transport des ordures et des matières recyclables, la location d'installations sportives, la gestion d'événements, la gestion du développement économique et touristique et la fourniture et la livraison de carburant. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes :

(en millions de dollars)

	Ville de Trois-Rivières	Organismes contrôlés	Transactions inter	Total
2015:	38,9	6,6	(14,4)	31,1
2016:	30,2	4,6	(12,9)	21,9
2017:	27,1	4,3	(12,9)	18,5
2018:	20,4	0,7	(12,8)	8,3
2019:	10,2	0,6	(8,2)	2,6
suivantes:	15,2	1,0	-	16,2
	142,0	17,8	(61,2)	98,6

De plus, la Ville a adopté par résolution le versement de subventions au montant total de 68 796 181 \$, payable pour les années futures s'étalant de 2015 à 2040. De ce montant, une somme de 55 435 000 \$ est relative à un projet non réalisé à ce jour. Comme les commissaires de la Commission scolaire Chemin du Roy ont résolu de mettre fin au projet en 2014, les parties sont en discussion afin de modifier le montant de cette entente.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

La Ville s'est également engagée envers l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné un emprunt de 219 790 \$ contracté par « Centre Loisir Multi-Plus » en 2009 pour une période de 20 ans. Afin de garantir les sommes que la Ville pourrait être tenue de payer en vertu de ce cautionnement, « Centre Loisir Multi-Plus » a hypothéqué en faveur de la Ville un immeuble.

La Ville a cautionné en 2003, un emprunt maximal de 2 500 000 \$ et en 2004 un emprunt maximal de 2 250 000 \$ contractés par « Innovation et développement économique Trois-Rivières », solidairement avec cet organisme, et ce, pendant 20 ans.

La Ville a cautionné en 2006, deux emprunts de 260 000 \$ et 294 640 \$ contractés par « Pavillon St-Arnaud inc. », de façon indivisible et solidaire avec cet organisme, et ce, jusqu'en 2021.

La Ville a cautionné en 2009, un emprunt de 5 000 000 \$ contracté par « Innovation et développement économique Trois-Rivières » et ce, pour une période de 25 ans.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 95 000 \$ pour « Complexe multidisciplinaire Les Estacades ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 21 mars 2016.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 17 000 \$ pour « Classique internationale de canots de la Mauricie inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 août 2016.

La Ville a cautionné en 2012, un emprunt de 500 000 \$ pour « Regroupement des bingos de T.R. inc. » solidairement, et ce, pour une période de 10 ans.

La Ville a cautionné en 2013 un emprunt maximal de 78 000 \$ contracté par « Corporation de développement culturel de Trois-Rivières », solidairement avec ladite Corporation, et ce, jusqu'au 15 juin 2015.

La Ville a cautionné en 2013 un emprunt maximal de 60 000 \$ pour « Énergie CMB ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 28 août 2018.

La Ville a cautionné en 2014, un emprunt de 95 000 \$ pour « Trois-Rivières en blues inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 18 février 2015.

La Ville a cautionné en 2014, un emprunt de 95 000 \$ pour « Festival international de danse encore ». La date de validité de ce cautionnement est fixé au 30 mai 2015.

La Ville a cautionné en 2014, un emprunt de 300 000 \$ pour « Complexe multidisciplinaire Les Estacades ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 octobre 2015.

Il est impossible d'évaluer les déboursés nets que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut de ces organismes. Tout paiement net (après réalisation des garanties) que la Ville devra alors effectuer sera passé en charge dans l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chaque risque qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville.

En ce qui concerne la responsabilité civile, la Ville détient une assurance dont la franchise est de 1 000 000 \$ par année de contrat d'assurance. Pour les réclamations inférieures à cette franchise, la Ville assume elle-même les paiements à même une réserve financière constituée à cette fin. Les réclamations présentement en cours sont estimées à 55 000 \$. Il n'est pas possible présentement d'évaluer le dénouement de ces réclamations et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Ces sommes n'ont donc pas été comptabilisées.

c) Poursuites

La Ville fait face présentement à diverses poursuites. Les principales poursuites sont les suivantes :

- Action intentée suite à un incendie survenu en 2009 au montant de 684 000 \$;
- Action intentée suite à un incendie survenu en 2012 au montant de 1 187 000 \$;
- Action intentée en 2008 pour erreurs, omission ou faute au montant de 1 447 940 \$;
- Action intentée en paiement en lien avec un module de jeux au montant de 25 000 \$;
- Action intentée en recouvrement et enrichissement injustifiés au montant de 153 000 \$;
- Action intentée en dommages en 2014 au montant de 1 500 000 \$;
- Action intentée en dommages pour blessures au montant de 55 000 \$.

Il est présentement impossible d'évaluer précisément le dénouement de ces litiges et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Tout règlement au titre de ces poursuites sera passé en charge dans l'exercice alors en cours, ou à même la réserve financière d'autoassurance lorsqu'en matière de responsabilité civile.

d) Autres

La Ville a reçu des réclamations de fournisseurs en lien avec des contrats octroyés à ceux-ci pour un montant de 7 900 000 \$ pour lesquelles aucune procédure légale n'a été entreprise. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement et les montants que la Ville pourrait devoir verser.

En vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999), certains équipements situés à l'aéroport ne respectaient plus le Règlement sur le stockage de produits pétroliers et de produits apparentés. La Ville a pris les mesures nécessaires pour corriger la situation en adoptant un règlement d'emprunt de 4 000 000 \$, soit le règlement 2015 chapitre 4 (modifiant le règlement 2013 chapitre 76). Ce dernier prévoit la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

confection de plans et devis en vue de la mise aux normes environnementales du système de distribution et de manutention du carburant à l'aéroport, la réalisation des travaux afférents et leur surveillance.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

	Page 18 état des résultats	Page 10, 19 variation des actifs nets	Page 12, 21 flux de trésorerie
<u>Ville</u>			
Fonds de développement économique			
CE-2009-401	40 604	40 604	40 604
CE-2008-420	36 448	36 448	36 448
Financement des investissements en cours 2012 chapitre 145	36 975	36 975	36 975
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir reclasser aux revenus reportés	(35 426)	(35 426)	(35 426)
Immobilisations			
ajuster l'amortissement 2013	3 877		
ajuster immob. en cours 2013 (op)	(23 242)		
ajuster acquisition 2012 (ch. annulé et refait)		9 900	9 900
Arrondissement	(2)	(2)	(3)
	<hr/> 59 234	<hr/> 88 499	<hr/> 88 498
<u>Organismes</u>			
Corporation pour le développement de l'île St-Quentin			
ajustement 2012 et 2013	14 976	(54 862)	(54 862)
	<hr/> 14 976	<hr/> (54 862)	<hr/> (54 862)
TOTAL	<hr/> 74 210	<hr/> 33 637	<hr/> 33 636

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

2014

2013

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

Encaisse	240	22 152 638	15 008 728
Découvert bancaire	241	(2 908)	(270 165)
Placements temporaires	242	35 139 518	26 340 821
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	253	57 289 248	41 079 384

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18 124 042	6 717 004
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	20 117 759	20 407 359
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(17 388 857)	(18 757 542)
Financement des investissements en cours	(17 972 596)	(15 371 662)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	510 782 646	469 858 770
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	513 662 994	462 853 929

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Ex-villes	10 667	10 667
- Remb dette l/t	6 631 700	6 787 300
- Élections	399 000	390 000
- Étangs aérés	1 044 187	644 187
- Subv const. résidentielle	174 900	374 900
- Déneigement	1 350 000	1 350 000
- Activités fonct.	8 999	60 000
-		
- Autres	1 622 930	1 838 930
	11 242 383	11 455 984

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- S.T.T.R.	159 712	377 146
-		
-		
	159 712	377 146

Réserves financières

- Autoassurance	1 404 844	1 234 635
- Parc portuaire	1 970 551	2 210 273
- Développement social	44 452	24 933
- Aménagement de parcs	131 291	60 636
-		
	3 551 138	3 530 477

Fonds réservés

Fonds de roulement	815 877	875 373
Fonds parcs et terrains de jeux	241 767	170 514
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	1 621 273	1 771 166
Société québécoise d'assainissement des eaux	357	34 393
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	1 881 884	1 188 886
Financement des activités de fonctionnement		
Autres		
- Dével économique	229 599	622 130
- Dével logement social	280 982	271 665
- R.G.M.R.M. - frais d'émission	92 787	109 625
-		
	5 164 526	5 043 752
	20 117 759	20 407 359

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (51 345)	(61 612)
Intérêts sur la dette à long terme	41 ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ()	()
Régimes non capitalisés	43 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ()	()
Autres	45 ()	()
Régimes non capitalisés	46 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ()	()
Autres		
- Subvention service de dette	51 (557 130)	(346 423)
- S.T.T.R.	52 ((381 113))	((232 627))
	53 (227 362)	(175 408)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ()	()
Autre financement	55 (17 161 495)	(18 582 134)
	56 (17 388 857)	(18 757 542)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 5 134 727	14 200 758
Investissements à financer	58 (23 107 323)	(29 572 420)
	59 (17 972 596)	(15 371 662)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 851 026 510	811 296 859
Propriétés destinées à la revente	61 18 375 265	21 905 419
Prêts	62 532 738	532 738
Placements à titre d'investissement	63 2 454 499	2 678 497
Participations dans des entreprises municipales	64 256 683	291 105
	65 872 645 695	836 704 618
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 386 020 081	391 111 520
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 3 107 170	3 245 943
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (11 052 507)	(9 798 140)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 (16 211 695)	(17 713 475)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ()	()
	71 361 863 049	366 845 848
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 361 863 049	366 845 848
	74 510 782 646	469 858 770

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières et le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières. De plus, la Société de transport de Trois-Rivières parraine un régime de retraite à prestations déterminées qui doit également être consolidé aux états financiers de la Ville de Trois-Rivières, soit le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite. Les dernières évaluations actuarielles ont toutes été réalisées au 31 décembre 2013, conformément à la loi 15.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi.
- Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité
- Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité)

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

La municipalité et ses entités consolidées participent à 3 régimes de retraite qui sont visés par la Loi, et ils sont tous admissibles au report. Les incidences de ces modifications pour la municipalité aux résultats de 2014 sont résumées ci-après :

- Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :
 - Incidence sur le coût des services passés (g) : (28 M\$) mais 19.3 M\$ maintenu en réserve
 - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : 8.7 M\$
 - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (2 M\$)
- Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) :
 - Incidence sur le coût des services passés (g) : S.O.
 - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : S.O.
 - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Partage du déficit des participants retraités (c) :
 - Incidence sur le coût des services passés (g) : S.O.
 - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : S.O.
 - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Plafond du service courant (d) :
 - Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Partage du service courant (e) :
 - Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Partage du déficit lié au service postérieur (e) :
 - Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Cotisation au fonds de stabilisation (e) :
 - Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Grand total des incidences (f) :
 - Incidence sur le coût des services passés (g) : (8.7 M\$)
 - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : 8.7 M\$
 - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (2 M\$)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

- (a) Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle. Tel que prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. L'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle affecte également le coût du service courant.
- (b) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.
- (c) Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014, puisque ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015.
- (d) L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi. Comme cette disposition ne prend effet qu'à la fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report, elle n'a pas d'incidence sur les coûts de 2014 dans le cas de ces régimes.
- (e) Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report .
- (f) Aucun commentaire spécifique.
- (g) Le total des incidences sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 20 de la page 824-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).
- (h) Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

Autre information et commentaire

Méthode comptable sur les estimations comptables :

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Trois-Rivières, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (685 000)	(1 769 000)
Charge de l'exercice	5 (8 922 000)	(9 092 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 9 917 000	10 10 176 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>310 000</u>	<u>(685 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 277 540 000	253 510 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (292 482 000)	(295 257 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (14 942 000)	(41 747 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 15 826 000	41 891 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 884 000	144 000
Provision pour moins-value	13 (574 000)	(829 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>310 000</u>	<u>(685 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 277 540 000	253 510 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (292 482 000)	(295 257 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (14 942 000)	(41 747 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 12 225 000	12 405 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (8 715 000)	
	21 3 510 000	12 405 000
Cotisations salariales des employés	22 (7 271 000)	(6 671 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 (3 761 000)	5 734 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 2 468 000	2 132 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 8 715 000	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 (255 000)	(211 000)
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>7 167 000</u>	<u>7 655 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 16 395 000	14 987 000
Rendement espéré des actifs	34 (14 640 000)	(13 550 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 1 755 000	1 437 000
Charge de l'exercice	36 <u>8 922 000</u>	<u>9 092 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 21 910 000	19 397 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (14 640 000)	(13 550 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 7 270 000	5 847 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 7 612 000	(23 942 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (15 068 000)	(13 227 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 296 425 000	265 458 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 2,73 %	2,70 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,00 %	2,03 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52 22 453 000	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>1</u>	56 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite des cadres. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres et cadres supérieurs de la Ville qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé.

La Ville de Trois-Rivières offre également à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance vie, de l'assurance soins de santé et, pour un groupe de retraités actuels seulement, de l'assurance soins dentaires.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (9 892 000)	(9 518 000)
Charge de l'exercice	58 (556 000)	(560 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 179 000	186 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>10 269 000</u>)	(<u>9 892 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (9 016 000)	(8 136 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (1 253 000)	(1 756 000)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>10 269 000</u>)	(<u>9 892 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 429 000	410 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	30 000
	66 429 000	440 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 429 000	440 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (183 000)	(173 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 246 000	267 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 310 000	293 000
Charge de l'exercice	77 556 000	560 000

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (320 000)	106 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 14	14

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,50 %	3,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,00 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 7,80 %	8,10 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 5,50 %	5,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2022	2022
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 71 829	73 147

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 6

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>244 492</u>	<u>232 066</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>16</u>	<u>16</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>40 787</u>	<u>38 380</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	137 453	129 324
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>99 215</u>	<u>96 628</u>
98	<u>236 668</u>	<u>225 952</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dette à long terme	1	333 897 194
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	22 448 746
Activités de fonctionnement à financer	3	949 600
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	7 357 293
Débiteurs	8	7 132 125
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	36 717 339
Autres montants	10	273 184
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	703 077
Autres		
- tiers et subventions	12	6 025 941
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	299 086 581
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
	15	46 249 862
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	345 336 443
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	345 336 443
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	345 336 443
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	138 301 369	140 120 472	139 839 235	133 626 501
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	3 184 466	3 207 069	3 207 069	3 496 448
Activités de fonctionnement	6	9 106 719	9 124 667	9 103 512	8 470 362
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	150 592 554	152 452 208	152 149 816	145 593 311
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	12 233 160	12 338 496	12 338 496	11 730 069
Égout	11	8 445 346	8 524 180	8 524 180	8 158 595
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	471 765	477 543	477 543	484 442
Autres					
-insectes piqueurs	14	483 100	493 075	493 075	389 819
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	624 000	686 930	686 930	625 450
Service de la dette	18	5 610 879	5 838 045	5 838 045	6 051 931
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20	11 112 400			13 252
	21	38 980 650	28 358 269	28 358 269	27 453 558
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22				
	23	280 000	277 316	277 316	274 759
	24	280 000	277 316	277 316	274 759
	25	39 260 650	28 635 585	28 635 585	27 728 317
	26	189 853 204	181 087 793	180 785 401	173 321 628

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 450 268	1 450 287	1 402 966
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	1 450 268	1 450 287	1 402 966
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	3 777 031	4 199 519	4 132 718
Cégeps et universités	33	4 388 888	4 237 478	3 755 876
Écoles primaires et secondaires	34	3 977 875	4 079 841	4 118 151
	35	12 143 794	12 516 838	12 006 745
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	13 594 062	13 967 125	13 409 711
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	736 989	642 972	705 838
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	736 989	642 972	705 838
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	241 928	253 225	29
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	241 928	253 225	29
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	359 767	376 002	362 437
	50	359 767	376 002	362 437
	51	14 932 746	15 239 324	14 478 015

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	199 321	202 578	199 991
Sécurité publique				
Police	53	5 491	5 654	53 554
Sécurité incendie	54	41 687	19 286	57 778
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	402 880	434 130	556 833
Enlèvement de la neige	58	8 705	8 757	8 757
Autres	59	76 246	70 934	70 292
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		1 853 024	1 873 926
Transport adapté	61		903 365	898 981
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66	25 117	25 323	24 983
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	1 708 985	1 783 953	1 721 919
Réseau de distribution de l'eau potable	68	567 598	1 089 566	859 991
Traitement des eaux usées	69	6 204	6 378	6 182
Réseaux d'égout	70	254 934	408 157	297 293
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73	1 027 903	1 069 913	3 320 602
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			24 134
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	1 568 000	6 423 213	5 517 452
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	36 697	36 916	36 916
Rénovation urbaine	83	1 514 578	532 678	516 300
Promotion et développement économique	84	1 368 085	1 214 576	1 797 892
Autres	85	432 065	867 847	506 467
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	889 361	490 118	481 842
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	1 058 351	674 506	757 017
Autres	88	1 322 503	919 187	1 059 898
Réseau d'électricité	89			
	90	12 514 711	16 283 670	20 649 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93	30 280		
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	802 400	1 486 536	8 118
Enlèvement de la neige	97		99 000	99 000
Autres	98	763 400		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		3 678 406	104 498
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105	15 000		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	332 100	69 365	278 551
Réseau de distribution de l'eau potable	107	8 918 710	7 798 393	9 088 380
Traitement des eaux usées	108	3 463 010		
Réseaux d'égout	109	313 000	334 100	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122	57 500		
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	980 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	26 600 000	6 473 000	2 608 000
Réseau d'électricité	128			
	129	42 275 400	16 260 394	12 087 547

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	1 912 500	2 615 641	1 912 556
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	114 362	116 383	6 864 352
	138	2 026 862	2 732 024	8 776 908
TOTAL DES TRANSFERTS	139	56 816 973	35 276 088	41 513 455

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	90 000	141 763	87 681
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	90 000	141 763	87 681
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	10 000	3 891	24 272
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	10 000	3 891	24 272
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	45 100	49 296	41 118
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		2 367 208	2 749 299
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166		26	9
	167	45 100	49 296	2 790 426
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174		2 789	6 362
	175		2 789	6 362
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	18 000	27 611	18 709
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178		327 397	155 155
	179	18 000	27 611	173 864
Réseau d'électricité	180			
	181	163 100	222 561	3 082 605

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013	
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	1 170 517	1 136 602	989 777	1 286 768
Sécurité publique	183	1 230 500	1 372 479	1 372 279	1 089 878
Transport					
Réseau routier	184	2 723 700	2 262 267	2 193 355	2 264 979
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185			3 726 860	3 768 873
Transport adapté	186			193 737	203 866
Transport scolaire	187			453 647	470 443
Autres	188	2 007 250	2 128 509	2 128 509	1 674 440
Autres	189				
Hygiène du milieu	190	594 500	600 457	4 465 111	5 098 118
Santé et bien-être	191	2 000			1 315
Aménagement, urbanisme et développement	192	223 800	347 509	1 145 546	1 207 994
Loisirs et culture	193	5 600 557	6 012 060	6 635 369	6 711 883
Réseau d'électricité	194				
	195	13 552 824	13 859 883	23 304 190	23 778 557
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	13 715 924	14 082 444	26 224 171	26 861 162
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	1 294 500	1 469 138	1 469 138	1 327 112
Droits de mutation immobilière	198	3 900 000	7 654 604	7 654 604	5 414 766
Droits sur les carrières et sablières	199	500 000	430 964	430 964	526 920
Autres	200				
	201	5 694 500	9 554 706	9 554 706	7 268 798
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 701 500	5 459 035	5 459 035	5 365 094
INTÉRÊTS	203	2 765 000	3 656 360	3 933 951	3 891 736
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	410 000	21 356	(209 377)	(282 116)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	100 000	336 584	477 836	5 263 953
Gain (perte) sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207	13 461 000	13 764 413	13 764 413	10 145 495
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			2 455 557	2 437 630
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres contributions	210				
Autres	211	1 288 380	879 189	2 357 484	2 124 193
	212	15 259 380	15 001 542	18 845 913	19 689 155

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 332 726	2 176 839	42 647	2 219 486	2 219 486	2 220 493
Application de la loi	2	1 529 341	1 342 746	81 772	1 424 518	1 424 518	1 419 753
Gestion financière et administrative	3	12 945 982	11 938 794	871 738	12 810 532	12 810 532	12 711 738
Greffe	4	2 732 295	2 947 595	54 814	3 002 409	3 002 409	3 874 225
Évaluation	5	3 111 172	3 132 819	31 667	3 164 486	3 164 486	2 731 143
Gestion du personnel	6	2 590 899	2 800 098	150 918	2 951 016	2 951 016	2 624 333
Autres	7	1 356 990	1 825 731	37 469	1 863 200	1 863 200	1 496 059
	8	26 599 405	26 164 622	1 271 025	27 435 647	27 435 647	27 077 744
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	27 433 894	26 526 536	635 185	27 161 721	27 161 721	27 380 896
Sécurité incendie	10	10 251 102	9 936 888	903 913	10 840 801	10 840 801	10 496 928
Sécurité civile	11	28 575	26 638	14 303	40 941	40 941	64 978
Autres	12	1 941 138	1 799 078	29 675	1 828 753	1 828 753	1 836 089
	13	39 654 709	38 289 140	1 583 076	39 872 216	39 872 216	39 778 891
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	7 960 255	8 098 312	9 311 043	17 409 355	17 409 355	16 013 814
Enlèvement de la neige	15	13 335 865	13 015 925	554 512	13 570 437	13 570 437	14 812 475
Éclairage des rues	16	2 260 284	2 327 599	1 189 247	3 516 846	3 516 846	3 414 601
Circulation et stationnement	17	2 366 466	2 039 477	692 072	2 731 549	2 731 549	2 609 867
Transport collectif							
Transport en commun	18	4 945 200	4 945 200	5 074	4 950 274	15 243 240	14 940 759
Transport aérien	19	2 214 642	2 289 067	506 157	2 795 224	2 794 444	2 457 111
Transport par eau	20						
Autres	21	2 683 077	2 680 624	199 146	2 879 770	2 879 770	3 173 912
	22	35 765 789	35 396 204	12 457 251	47 853 455	58 145 641	57 422 539

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 355 789	5 064 270	2 506 263	7 570 533	7 571 636
Réseau de distribution de l'eau potable	24	6 166 014	5 755 877	3 287 072	9 042 949	8 972 306
Traitement des eaux usées	25	1 301 773	949 573	3 219 172	4 168 745	4 108 142
Réseaux d'égout	26	6 538 369	6 268 980	4 873 560	11 142 540	11 555 866
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	2 129 439	2 313 047	21 442	2 334 489	3 298 395
Élimination	28	4 278 428	4 289 313		4 289 313	5 748 240
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 540 742	1 143 241	16 076	1 159 317	3 198 827
Tri et conditionnement	30	1 061 556	599 037		599 037	2 003 059
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	133 959	173 092		173 092	214 535
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37			73 773	73 773	73 776
Protection de l'environnement	38	750 000	667 971	35 914	703 885	741 237
Autres	39	405 000	381 562	3 493	385 055	990 471
	40	29 661 069	27 605 963	14 036 765	41 642 728	48 476 490
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	1 410 000	2 023 275		2 023 275	1 353 154
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	1 798 104	6 880 939		6 880 939	5 574 504
	44	3 208 104	8 904 214		8 904 214	6 927 658
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	4 579 613	4 572 116	165 071	4 737 187	4 673 147
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	669 204	563 640	410 269	973 909	953 170
Autres biens	47	2 585 000	1 229 713		1 229 713	2 853 628
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	4 179 865	4 751 360	168 746	4 920 106	4 602 254
Tourisme	49	1 101 000	1 101 033		1 101 033	1 115 140
Autres	50	230 000	260 000		260 000	230 000
Autres	51		524 328	13 885	538 213	1 641 692
	52	13 344 682	13 002 190	757 971	13 760 161	16 069 031

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	2 464 386	2 413 693	389 343	2 803 036	2 803 036	2 954 703
Patinoires intérieures et extérieures	54	5 324 422	4 606 212	266 013	4 872 225	4 872 225	5 064 280
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 449 524	1 330 745	185 149	1 515 894	1 515 894	1 432 397
Parcs et terrains de jeux	56	7 070 261	6 756 231	2 864 482	9 620 713	9 924 800	10 005 801
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	3 396 545	3 183 350	110 512	3 293 862	3 263 942	3 555 785
Autres	59	481 174	373 384	73 884	447 268	447 268	355 300
	60	20 186 312	18 663 615	3 889 383	22 552 998	22 827 165	23 368 266
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	4 467 638	4 482 968	180 744	4 663 712	1 781 355	1 621 860
Bibliothèques	62	5 569 584	5 304 210	324 036	5 628 246	5 628 246	5 549 083
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 177 000	1 177 000	151 695	1 328 695	1 328 695	1 300 747
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	6 159 952	6 425 959	598 552	7 024 511	11 380 187	11 513 967
	66	17 374 174	17 390 137	1 255 027	18 645 164	20 118 483	19 985 657
	67	37 560 486	36 053 752	5 144 410	41 198 162	42 945 648	43 353 923
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	11 627 732	11 280 393		11 280 393	12 855 427	14 189 455
Autres frais	70	945 421	915 531		915 531	1 043 916	1 067 190
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	2 193 000	1 883 000		1 883 000	1 883 000	1 670 000
Autres	72	180 000	107 812		107 812	134 207	269 121
	73	14 946 153	14 186 736		14 186 736	15 916 550	17 195 766
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	31 568 417	35 250 498	(35 250 498)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Trois-Rivières (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Signature de la vérificatrice générale :

Andrée Cossette CPA auditrice, CA

Nom de la vérificatrice générale : Andrée Cossette, CPA auditrice CA

Trois-Rivières (Canada)

DATE 2014-04-28

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>184 026 667</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	2 938 874
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>181 087 793</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	181 087 793
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>1 253 577</u>
Total partiel			4	<u>182 341 370</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	277 316		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	998 388		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	22 219 969		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	686 930		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>24 182 603</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>158 158 767</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>9 513 305 088</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>9 586 865 488</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>9 550 085 288</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>158 158 767</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>9 550 085 288</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 6 | 5 | 6 | 1 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	17 766 793	12 321 293	10 811 525
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 797 000	272 420	865 619
Usines et bassins d'épuration	3	8 904 427	17 534	1 565 075
Conduites d'égout	4	15 653 120	7 054 678	5 274 739
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		767	11 584
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	16 396 371	16 953 920	14 935 057
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	4 318 250	2 138 305	1 202 096
Aires de stationnement	9		72 015	787 617
Parcs et terrains de jeux	10	617 000	2 177 959	3 031 375
Autres infrastructures	11	18 688 803	6 143 399	7 301 591
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 458 802	631 618	583 175
Édifices communautaires et récréatifs	14	31 200 750	18 329 782	17 699 328
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		4 449 491	1 032 308
Autres	17	2 020 000	2 314 366	2 456 466
Ameublement et équipement de bureau	18	2 308 528	940 522	2 095 708
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 150 000	675 296	2 456 302
Terrains	20	110 000	557 317	1 299 084
Autres	21	265 709	352 659	893 756
	22	124 655 553	70 953 083	74 302 405

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 845 511	5 488 519
Usines de traitement de l'eau potable	24		251 771	865 619
Usines et bassins d'épuration	25		15 064	205 225
Conduites d'égout	26		1 119 073	802 405
Autres infrastructures	27		13 807 110	16 332 856
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		10 475 782	5 323 006
Usines de traitement de l'eau potable	29		20 649	
Usines et bassins d'épuration	30		2 470	1 359 850
Conduites d'égout	31		5 935 605	4 472 334
Autres infrastructures	32		13 678 488	10 936 464
Autres immobilisations	33		23 801 560	28 516 127
	34		70 953 083	74 302 405

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	385 707 721	50 121 265	53 238 586	382 590 400
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	3 658 168		90 853	3 567 315
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	68 778		2 346	66 432
Autres	6	4 922 796	155 481	2 175 173	2 903 104
	7	394 357 463	50 276 746	55 506 958	389 127 251
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	4 496 574	1 748 798	1 157 600	5 087 772
Réserves financières et fonds réservés	10	1 223 279	987 086	367 083	1 843 282
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	50 487 118	2 707 743	7 038 854	46 156 007
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	285 138 072	40 760 795	43 339 111	282 559 756
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	341 345 043	46 204 422	51 902 648	335 646 817
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	8 740 688	2 423 773	1 054 215	10 110 246
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	1 057 452		115 191	942 261
	19	9 798 140	2 423 773	1 169 406	11 052 507
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20	9 798 140	2 423 773	1 169 406	11 052 507
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	42 941 096	4 384 577	5 170 930	42 154 743
Autres	23				
	24	273 184			273 184
	25	53 012 420	6 808 350	6 340 336	53 480 434
	26	394 357 463	53 012 772	58 242 984	389 127 251
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	394 357 463	53 012 772	58 242 984	389 127 251

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	4 945 200	4 945 200	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 105 112	1 180 514	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	7 050 312	6 125 714	

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	178,00	35,00	17 430 299	4 574 595	22 004 894
Professionnels	2	14,00	33,75	758 646	184 983	943 629
Cols blancs	3	338,00	33,75	16 556 983	4 011 759	20 568 742
Cols bleus	4	248,00	40,00	14 007 970	3 279 180	17 287 150
Policiers	5	173,00	37,80	16 980 841	3 808 081	20 788 922
Pompiers	6	74,00	40,00	4 996 436	1 229 080	6 225 516
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	1 025,00		70 731 175	17 087 678	87 818 853
Élus	9	17,00		1 007 190	306 863	1 314 053
	10	1 042,00		71 738 365	17 394 541	89 132 906

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	1 783 953	47 865	21 500	1 853 318
Réseau de distribution de l'eau potable	13	793 624	25 665	8 068 670	8 887 959
Traitement des eaux usées	14	6 378			6 378
Réseaux d'égout	15	315 576		426 681	742 257
Autres	16	15 668 950	142 468	7 974 758	23 786 176
	17	18 568 481	215 998	16 491 609	35 276 088

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	1 342 746	27	81 772	53	1 424 518	79	149 590	105	1 274 928	131	7 006
Évaluation	2	3 132 819	28	31 667	54	3 164 486	80	2 771	106	3 161 715	132	19 497
Autres	3	21 689 057	29	1 157 586	55	22 846 643	81	1 126 004	107	21 720 639	133	2 213 215
	4	26 164 622	30	1 271 025	56	27 435 647	82	1 278 365	108	26 157 282	134	2 239 718
Sécurité publique												
Police	5	26 526 536	31	635 185	57	27 161 721	83	1 041 310	109	26 120 411	135	83 672
Sécurité incendie	6	9 936 888	32	903 913	58	10 840 801	84	11 669	110	10 829 132	136	470 483
Sécurité civile	7	26 638	33	14 303	59	40 941	85		111	40 941	137	
Autres	8	1 799 078	34	29 675	60	1 828 753	86	323 391	112	1 505 362	138	4 362
	9	38 289 140	35	1 583 076	61	39 872 216	87	1 376 370	113	38 495 846	139	558 517
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	8 098 312	36	9 311 043	62	17 409 355	88	244 342	114	17 165 013	140	2 809 781
Enlèvement de la neige	11	13 015 925	37	554 512	63	13 570 437	89	292 125	115	13 278 312	141	221 566
Autres	12	4 367 076	38	1 881 319	64	6 248 395	90	1 725 800	116	4 522 595	142	503 781
Transport collectif	13	7 234 267	39	511 231	65	7 745 498	91	2 128 509	117	5 616 989	143	321 194
Autres	14	2 680 624	40	199 146	66	2 879 770	92		118	2 879 770	144	66 998
	15	35 396 204	41	12 457 251	67	47 853 455	93	4 390 776	119	43 462 679	145	3 923 320
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	5 064 270	42	2 506 263	68	7 570 533	94		120	7 570 533	146	1 391 023
Traitement des eaux usées	17	5 755 877	43	3 287 072	69	9 042 949	95	430 964	121	8 611 985	147	1 050 891
Réseaux d'égout	18	949 573	44	3 219 172	70	4 168 745	96	18 343	122	4 150 402	148	101 996
	19	6 268 980	45	4 873 560	71	11 142 540	97	200 446	123	10 942 094	149	1 419 929
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	6 602 360	46	21 442	72	6 623 802	98		124	6 623 802	150	7 796
Matières recyclables	21	1 915 370	47	16 076	73	1 931 446	99		125	1 931 446	151	6 625
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49	73 773	75	73 773	101		127	73 773	153	21 436
Protection de l'environnement	24	667 971	50	35 914	76	703 885	102		128	703 885	154	1 703
Autres	25	381 562	51	3 493	77	385 055	103		129	385 055	155	
	26	27 605 963	52	14 036 765	78	41 642 728	104	649 753	130	40 992 975	156	4 001 399

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	2 023 275	172		187	2 023 275	202		217	2 023 275	232	40 632
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	6 880 939	174		189	6 880 939	204		219	6 880 939	234	
	160	8 904 214	175		190	8 904 214	205		220	8 904 214	235	40 632
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	4 572 116	176	165 071	191	4 737 187	206	170 555	221	4 566 632	236	47 250
Rénovation urbaine	162	1 793 353	177	410 269	192	2 203 622	207	176 954	222	2 026 668	237	574 422
Promotion et développement économique	163	6 112 393	178	168 746	193	6 281 139	208		223	6 281 139	238	374 113
Autres	164	524 328	179	13 885	194	538 213	209		224	538 213	239	177 568
	165	13 002 190	180	757 971	195	13 760 161	210	347 509	225	13 412 652	240	1 173 353
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	18 663 615	181	3 889 383	196	22 552 998	211	1 430 715	226	21 122 283	241	1 447 156
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	5 304 210	182	324 036	197	5 628 246	212	204 403	227	5 423 843	242	155 026
Autres	168	12 085 927	183	930 991	198	13 016 918	213	4 404 553	228	8 612 365	243	647 615
	169	36 053 752	184	5 144 410	199	41 198 162	214	6 039 671	229	35 158 491	244	2 249 797
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	185 416 085	186	35 250 498	201	220 666 583	216	14 082 444	231	206 584 139	246	14 186 736

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1	1 306 487	1 235 054
Charges sociales	2	362 498	335 342
Biens et services	3	69 087 111	67 401 101
Frais de financement	4	196 987	120 296
Autres	5		
	6	70 953 083	69 091 793

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	6 060 643	9 285 326
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	46 875	(483 576)
Solde redressé au début de l'exercice	3	6 107 518	8 801 750
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	14 252 344	4 008 478
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(90 000)	(3 930 000)
Activités d'investissement	6	(2 583 000)	(770 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 586 000)	(9 788 930)
Réserves financières et fonds réservés	8		7 507 729
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	84 261	231 616
	11	10 077 605	(2 741 107)
Solde à la fin de l'exercice	12	16 185 123	6 060 643
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	11 455 984	4 189 040
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		1
Solde redressé au début de l'exercice	15	11 455 984	4 189 041
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 367 601)	(2 307 487)
Activités d'investissement	17	(432 000)	(214 500)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 586 000	9 788 930
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(213 601)	7 266 943
Solde à la fin de l'exercice	22	11 242 383	11 455 984
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	8 215 790	13 907 853
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	77 052	(44 756)
Solde redressé au début de l'exercice	25	8 292 842	13 863 097
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 437 938	4 097 584
Activités d'investissement	27	(3 005 000)	(2 796 614)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		(7 507 729)
Financement des investissements en cours	29	1 609 323	559 452
	30	42 261	(5 647 307)
Solde à la fin de l'exercice	31	8 335 103	8 215 790

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(18 928 557)	(6 605 556)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(35 427)	(19 082 041)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(18 963 984)	(25 687 597)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	209 172)	()
Autres	43	()	()
	44	(209 172)	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	664 641)	(2 553 845)
	47	(873 813)	(2 553 845)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	33 891	6 605 556
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	2 124 901	2 707 329
	50	2 158 792	9 312 885
Solde à la fin de l'exercice	51	(17 679 005)	(18 928 557)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(13 332 386)	(3 716 584)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	(1)	(1)
Solde redressé au début de l'exercice	54	(13 332 387)	(3 716 585)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	55	(2 320 217)	(8 824 733)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	(84 261)	(231 616)
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58	(1 609 323)	(559 452)
	59	(4 013 801)	(9 615 801)
Solde à la fin de l'exercice	60	(17 346 188)	(13 332 386)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	447 757 274	427 069 420
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	(6 023)	(17 934 791)
Solde redressé au début de l'exercice	63	447 751 251	409 134 629
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	37 303 288	38 622 645
Solde à la fin de l'exercice	67	485 054 539	447 757 274

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 500 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 940 072	2	3 981 568	4	5 327 530	6	7 1 594 110
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 940 072	16	17 981 568	18	19 327 530	20	21 1 594 110

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	2 | 1 | 0	, | 0 | 0 \$
Égout	2	1 | 4 | 8	, | 0 | 0 \$
Eau et égout	3	| | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | |	, | | | \$
Matières résiduelles	5	| | |	, | | | \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
TR - taxe foncière résiduelle	1,2675	1	
TR - taxe foncière 6 log. et plus	1,3483	1	
TR - taxe foncière INR	2,4787	1	
TR - taxe foncière industrielle	3,1096	1	
TR - taxe foncière TVD	2,2259	1	
TR - taxe foncière agricole	,9450	1	
CAP - taxe foncière résiduelle	1,2708	1	
CAP - taxe foncière 6 log. et plus	1,3518	1	
CAP - taxe foncière INR	2,4851	1	
CAP - taxe foncière industrielle	3,1177	1	
CAP - taxe foncière TVD	2,2317	1	
CAP - taxe foncière agricole	,9565	1	
TRO - taxe foncière résiduelle	1,2496	1	
TRO - taxe foncière 6 log. et plus	1,3293	1	
TRO - taxe foncière INR	2,4436	1	
TRO - taxe foncière industrielle	3,0656	1	
TRO - taxe foncière TVD	2,1944	1	
TRO - taxe foncière agricole	,9317	1	
SLF - taxe foncière résiduelle	1,2476	1	
SLF - taxe foncière 6 log. et plus	1,3272	1	
SLF - taxe foncière INR	2,4398	1	
SLF - taxe foncière industrielle	3,0608	1	
SLF - taxe foncière TVD	2,1910	1	
SLF - taxe foncière agricole	,9302	1	
PDL - taxe foncière résiduelle	1,2698	1	
PDL - taxe foncière 6 log. et plus	1,3508	1	
PDL - taxe foncière INR	2,4831	1	
PDL - taxe foncière industrielle	3,1152	1	
PDL - taxe foncière TVD	2,2299	1	
PDL - taxe foncière agricole	,9468	1	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
SMC - taxe foncière résiduelle	1,2587	1	
SMC - taxe foncière 6 log. et plus	1,3390	1	
SMC - taxe foncière INR	2,4616	1	
SMC- taxe foncière industrielle	3,0881	1	
SMC - taxe foncière TVD	2,2105	1	
SMC - taxe foncière agricole	,9385	1	
Taxe d'eau	,1273	1	Minimum 210\$ / unité
Taxe d'égout	,0897	1	Minimum 148\$ / unité
Taxe de fosse septique	,0521	1	Minimum 86\$ / unité
Taxe d'eau saisonnière	105,0000	7	Par unité de logement
Taxe d'égout saisonnière	74,0000	7	Par unité de logement
Taxe de fosse saisonnière	43,0000	7	Par unité de logement
Taxe de fosse-20000 gallons et plus	1 000,0000	4	
Taxe d'eau au compteur	,7200	7	Par mètre cube
Insectes piqueurs	25,0000	7	Par unité de logement
Taxe de conteneurs	35,0000	7	Par unité de logement
Améliorations locales			Divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	1 685 296 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	1 253 577 \$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	234 005 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 300	22 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1325, Place de l'Hôtel-de-ville, C.P.368
(no) (rue)
Trois-Rivières G9A 5H3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 374-2002
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 372-4630
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Madame France Cinq-Mars

Téléphone (819) 374-2002
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 372-4630
(ind. rég.) (numéro)

Courriel fcing-mars@v3r.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette S.E.N.C.R.L., CPA

Titre Comptables agréés

Adresse 200-25 des Forges , C.P. 1356
(no) (rue)
Trois-Rivières G9A 5L2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 379-0133
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 379-4207
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Responsable du dossier Monsieur Claude Lacombe, CPA, auditeur

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Madame Andrée Cossette, CPA, auditeure

Titre Vérificatrice générale

Adresse 1350 rue Royale, bureau 1103
(no) (rue)
Trois-Rivières G9A 4J4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 372-4641
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 374-6892
(ind. rég.) (numéro)

Courriel acossette@v3r.net

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , France Cinq-Mars , atteste que le rapport financier consolidé de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Trois-Rivières consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Trois-Rivières détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 50 734 855 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,6561 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-28 13:10:44

Date de transmission au Ministère : 2015/05/05

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Trois-Rivières

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	248 169 732	236 774 427	249 298 585	47 747 806	270 975 752
Investissement	2	22 185 072	67 964 800	30 058 707	3 831 467	33 890 174
	3	270 354 804	304 739 227	279 357 292	51 579 273	304 865 926
Charges	4	236 452 899	232 308 814	234 853 319	45 348 391	254 131 071
Excédent (déficit) de l'exercice	5	33 901 905	72 430 413	44 503 973	6 230 882	50 734 855
Moins : revenus d'investissement	6 (	22 185 072)	(67 964 800)	(30 058 707)	(3 831 467)	(33 890 174)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	11 716 833	4 465 613	14 445 266	2 399 415	16 844 681
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	32 542 426	31 568 417	35 250 498	4 621 499	39 871 997
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	2 553 845	1 200 000	664 641	59 626	724 267
Remboursement de la dette à long terme	10 (	35 995 611)	(34 950 945)	(34 923 000)	(5 971 103)	(40 894 103)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	4 083 982)	(110 000)	(2 043 145)	(398 428)	(2 441 573)
Excédent (déficit) accumulé	12	(4 432 591)	(2 173 085)	194 943	227 527	422 470
Autres éléments de conciliation	13	1 707 558		663 141	718 687	1 381 828
	14	(7 708 355)	(4 465 613)	(192 922)	(742 192)	(935 114)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	4 008 478		14 252 344	1 657 223	15 909 567

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	50 157 354	44 098 781	53 316 301
Autres	2	36 957 257	49 917 858	60 536 076
	3	87 114 611	94 016 639	100 415 592
Passifs				
Dette à long terme	4	335 326 322	331 160 658	386 020 081
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	10 577 000	10 018 000	9 959 000
Autres	6	63 684 180	65 685 569	74 063 471
	7	409 587 502	406 864 227	474 042 552
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(322 472 891)	(312 847 588)	(360 190 175)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	737 636 215	776 538 357	851 026 510
Autres	10	26 065 424	22 101 186	22 826 659
	11	763 701 639	798 639 543	873 853 169
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	6 060 643	16 185 123	18 124 042
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	19 671 774	19 577 486	20 117 759
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	18 928 557 ) (	17 679 005 ) (	17 388 857) (
Financement des investissements en cours	15	(13 332 386)	(17 346 188)	(17 972 596)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	447 757 274	485 054 539	510 782 646
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	441 228 748	485 791 955	513 662 994

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Ex-villes	19	10 667	10 667
- Remb dette l/t	20	6 631 700	6 787 300
- Élections	21	399 000	390 000
- Étangs aérés	22	1 044 187	644 187
- Subv const. résidentielle	23	174 900	374 900
- Déneigement	24	1 350 000	1 350 000
- Activités fonct.	25	8 999	60 000
-	26		
- Autres	27	1 622 930	1 838 930
	28	11 242 383	11 455 984
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29	159 712	377 146
	30	11 402 095	11 833 130
Réserves financières	31	3 551 138	3 530 477
Fonds réservés	32	5 164 526	5 043 752
	33	20 117 759	20 407 359

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>	
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Total consolidé</u>
Fonctionnement					
Taxes	1	173 602 125	178 740 804	181 087 793	180 785 401
Compensations tenant lieu de taxes	2	14 714 745	14 932 746	15 239 324	14 980 707
Quotes-parts	3				1 294 651
Transferts	4	23 528 296	14 541 573	19 015 694	23 806 630
Services rendus	5	14 308 672	13 715 924	14 082 444	26 224 171
Autres	6	22 015 894	14 843 380	19 873 330	23 884 192
	7	248 169 732	236 774 427	249 298 585	270 975 752
Investissement					
Taxes	8	13 252	11 112 400		
Quotes-parts	9				
Transferts	10	11 983 049	42 275 400	16 260 394	19 938 800
Autres	11	10 188 771	14 577 000	13 798 313	13 951 374
	12	22 185 072	67 964 800	30 058 707	33 890 174
	13	270 354 804	304 739 227	279 357 292	304 865 926

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale			Données consolidées		
		Budget 2014	Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	3 111 172	3 132 819	31 667	3 164 486	3 164 486	2 731 143
Autres	2	23 488 233	23 031 803	1 239 358	24 271 161	24 271 161	24 346 601
Sécurité publique							
Police	3	27 433 894	26 526 536	635 185	27 161 721	27 161 721	27 380 896
Sécurité incendie	4	10 251 102	9 936 888	903 913	10 840 801	10 840 801	10 496 928
Autres	5	1 969 713	1 825 716	43 978	1 869 694	1 869 694	1 901 067
Transport							
Réseau routier	6	25 922 870	25 481 313	11 746 874	37 228 187	37 228 187	36 850 757
Transport collectif	7	7 159 842	7 234 267	511 231	7 745 498	18 037 684	17 397 870
Autres	8	2 683 077	2 680 624	199 146	2 879 770	2 879 770	3 173 912
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	19 361 945	18 038 700	13 886 067	31 924 767	31 924 767	32 207 950
Matières résiduelles	10	9 144 124	8 517 730	37 518	8 555 248	13 184 650	14 463 056
Autres	11	1 155 000	1 049 533	113 180	1 162 713	1 690 113	1 805 484
Santé et bien-être	12	3 208 104	8 904 214		8 904 214	8 904 214	6 927 658
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	4 579 613	4 572 116	165 071	4 737 187	4 756 131	4 673 147
Promotion et développement économique	14	5 510 865	6 112 393	168 746	6 281 139	6 613 319	5 947 394
Autres	15	3 254 204	2 317 681	424 154	2 741 835	2 742 175	5 448 490
Loisirs et culture	16	37 560 486	36 053 752	5 144 410	41 198 162	42 945 648	43 353 923
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	14 946 153	14 186 736		14 186 736	15 916 550	17 195 766
Amortissement des immobilisations	19	31 568 417	35 250 498	(35 250 498)			
	20	232 308 814	234 853 319		234 853 319	254 131 071	256 302 042

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3